

## "L'avenir de l'O.E.C.E." dans Il nuovo Corriere della Sera (29 octobre 1949)

**Légende:** Le 29 octobre 1949, le quotidien milanais Il nuovo Corriere della Sera s'interroge sur l'avenir de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) et insiste sur l'importance d'une coordination des politiques économiques nationales en Europe.

**Source:** Il nuovo Corriere della Sera. dir. de publ. Guglielmo, Emanuel. 29.10.1949, n° 254; anno 74. Milano: Corriere della Sera. "Avvenire dell'O.E.C.E.", auteur:Lenti, Libero , p. 1.

**Copyright:** (c) Corriere della Sera

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/l\\_avenir\\_de\\_l\\_o\\_e\\_c\\_e\\_dans\\_il\\_nuovo\\_corriere\\_della\\_sera\\_29\\_octobre\\_1949-fr-d986cf3f-4c82-4e70-b47b-41083f157da1.html](http://www.cvce.eu/obj/l_avenir_de_l_o_e_c_e_dans_il_nuovo_corriere_della_sera_29_octobre_1949-fr-d986cf3f-4c82-4e70-b47b-41083f157da1.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/01/2017

## L'avenir de l'O.E.C.E.

Paris, octobre.

Maintenant que les chiffres relatifs à l'aide E.R.P. (*European Recovery Program*) pour 1949-1950 sont arrêtés, que tous les protagonistes ont tiré leurs cartes, les revoilà en train de ressortir, sous un angle plus général, le discours sur le fonctionnement de l'O.E.C.E. (Organisation européenne de coopération économique), cette organisation qui non seulement a le devoir de répartir l'aide globale entre les pays participant mais aussi celui, plus important encore, d'en établir les modalités d'affectation en vue d'en obtenir une collaboration économique efficace. En effet, Sénat et Chambre des représentants ont d'abord commencé par se chamailler sur les chiffres avant de se mettre d'accord sur le montant de 3 628 milliards de dollars pour l'année 1949-1950. Les 18 protagonistes européens se sont chamaillés encore davantage concernant l'aide de l'ERP tels des chiens se disputant un os bien charnu (*absit iniuria verbo*). Le groupe de travail du Comité des programmes de l'O.E.C.E. avait, cet été, proposé une répartition que le Conseil exécutif de l'O.E.C.E. avait refusée, notamment à la demande de la Grande-Bretagne qui, à ce moment-là, cicatrisait encore difficilement d'une hémorragie de dollars que la dévaluation décidée par la suite de la livre sterling n'avait pas réussi à stopper. La tâche d'une nouvelle répartition a alors été confiée à «deux sages»: M. Snoy, un Belge, président du Comité exécutif, et M. Marjolin, un Français, secrétaire général de l'O.E.C.E. Leur proposition de répartition a toutefois elle aussi été refusée, cette fois par l'E.C.A. (*Economic Cooperation Administration*) de Washington, parce qu'elle ne comportait pas le volet d'aide de 150 millions de dollars que les Américains avaient l'intention d'employer pour le développement économique des territoires d'outre-mer, pour le financement de programmes de production européens et pour la promotion immédiate d'une liberté d'échanges accrue. Il fallut, en fin de compte, réduire encore une fois la proposition Snoy-Marjolin d'environ 4,40 % pour arriver aux quotas définitifs actuels.

Le groupe de travail du Comité des programmes avait établi pour l'Italie une aide théorique de 433 millions de dollars, dont nous avons dû tirer, en 1948-1949, 50 millions, en guise de réserve monétaire. Il nous est resté alors pour 1949-1950 un montant d'aide effectif de 383 millions de dollars. Prenant en considération nos griefs, Snoy et Marjolin ont porté alors notre quota à 407 millions de dollars, qu'ils ont amputés de 4,40 % - en vue de la constitution du fonds de 150 millions de dollars, si cher aux Américains - soit de 18 millions de dollars, ce qui nous donne un nouveau montant, que nous espérons sera définitif, de 389 millions de dollars. Je me suis expressément arrêté sur la genèse de ce montant, parce qu'il pourrait bien d'après les débats qui ont eu lieu ces derniers jours, faire office de valeur de paramètre définitive, également pour la répartition de l'aide pour les années à venir.

L'O.E.C.E. est depuis un certain temps sur la sellette. En résumé, on critique cette organisation, sur le plan de son fonctionnement, parce qu'elle est composée de fonctionnaires dépendant chacun de son gouvernement national. La politique économique de l'O.E.C.E. résulte dès lors de compromis établis tour à tour entre les différents gouvernements par l'intermédiaire de leurs représentants respectifs auprès de l'organisation. Les critiques les plus féroces sont actuellement les Anglais. Justement ceux qui feraient mieux de ne pas trop vitupérer. La tare de la dévaluation de la livre sterling est encore trop récente pour qu'elle soit déjà mise aux oubliettes. Mais les Anglais savent que la meilleure défense est toujours l'attaque. Entendons-nous bien: qui dit attaque facile, dit attaque à la Maramaldo. Il y a plus d'un an de là, de cette même tribune, j'avais émis l'hypothèse que l'O.E.C.E. devienne une machine à papier et fasse étouffer ainsi les problèmes économiques sous des montagnes de paperasse. L'hypothèse est devenue réalité. Et les États-Unis, quoique quelque peu en retard, l'ont compris.

Voici ce que l'E.C.A. de Washington a proposé pour débloquer l'O.E.C.E. Jusqu'à

aujourd'hui, la répartition de l'aide globale E.R.P. a été effectuée sous le contrôle des différents programmes nationaux d'importation de la zone dollar; ainsi, le quota de l'aide affectée à chaque pays devrait être égal à l'écart en dollars des balances des paiements respectives. Il devient alors aisé de comprendre pourquoi ces programmes nationaux sont examinés avec acharnement par les autres participants de l'O.E.C.E. Un examen qui serait entendu comme une véritable chasse aux erreurs. Et les erreurs, on le sait bien, ne sont pas toujours involontaires, et par conséquent sont plus difficiles à débusquer. Malheureusement, ce travail en puzzle d'épluchage a empêché tout lancement sérieux de la coopération économique européenne. Même l'accord sur les paiements intereuropéens, à peine revigoré, ne semble pas constituer une stimulation efficace permanente en faveur de l'intensification des échanges. C'est pour cela que les États-Unis, à la fois officieusement et avec une bonne dose d'empirisme, ont proposé d'abandonner le présent système et d'adopter les quotas de 1949-1950 comme référence pour la répartition proportionnelle des aides à venir.

En d'autres mots, chaque pays, en plus de la rédaction des programmes pour documenter sa demande d'aide, qu'il défendra bec et ongles contre les autres pays participants, devrait partir de montants établis à l'avance sur la base de la répartition adoptée en 1949-1950, et établir ensuite ses programmes, dans le calme et avec une vision plus large des nécessités et possibilités futures. Cette proposition de l'E.C.A. est en cours de discussion. Les Anglais y semblent favorables, même trop favorables si l'on considère que le quota qui leur a été affecté pour 1949-1950 ne suffira en définitive pas à couvrir leur déficit en dollars. Ont-ils obtenu par d'autres moyens des promesses d'aides plus substantielles? Même les Français ne devraient pas y être défavorables. Aujourd'hui, ils sont détenteurs de la part du lion et, bien sûr, la cristallisation de la position avantageuse qu'ils ont maintenue jusqu'ici serait à leur avantage, pour ce qui est du lendemain. Par ailleurs, il est possible qu'à l'avenir, les aides prévoient la mise de côté de réserves monétaires qui, de la sorte, seraient protégées des convoitises, ce dont nous n'avons pas eu la chance lors de la répartition de l'aide de 1949-1950.

Et les Italiens, quelle position doivent-ils adopter? Notre structure de production, si dépendante des cycles agricoles, nous rend plutôt perplexes quant à accepter ou non la proposition de l'E.C.A. Et si demain, la récolte de blé, au lieu d'être de 69 millions de quintaux, comme elle l'a été cette année, retombait, en raison de conditions saisonnières défavorables, aux bas niveaux des dernières années? Pourrions-nous alors puiser dans le fonds commun de 400-500 millions de dollars que les Américains veulent créer pour faire face aux besoins exceptionnels? Par ailleurs, il faudra bien débattre de la question de la réserve monétaire. Pour 1949-1950, je le répète, le montant de l'aide qui nous est consentie a été amputé de 50 millions de dollars. Il nous semble alors plus juste de calculer les aides à venir en faveur de l'Italie non sur la base des chiffres après amputation mais plutôt sur la base du montant total. Nous sommes également perplexes en raison de notre faible niveau de rendement national, de l'incertitude de nos échanges internationaux due à la dévaluation de la livre sterling, etc. Voilà les problèmes que nous avons sur la planche; et si l'on tient compte du fait que la répartition de l'aide a absorbé au moins 80 % du travail accompli jusqu'ici par l'O.E.C.E., on en comprend alors l'utilité. En outre, les États-Unis manifestent de plus en plus leur insatisfaction; Hoffman, le chef de l'E.C.A., a clairement laissé entendre que le Congrès ne voterait pas les aides pour 1950-1951 si l'Europe ne lui fournit pas des preuves concrètes de collaboration économique. Les ministres de l'O.E.C.E., réunis ici, auront du pain sur la planche. Leurs discussions seront sûrement décisives pour l'avenir de l'organisation. On entend de plus en plus circuler l'idée qu'une coordination plus intime des économies européennes sur une base régionale (l'Italie, la France, le Benelux et l'Allemagne pourraient en être un modèle) pourrait être utile à débloquer la situation. Ce qui mettrait la Grande Bretagne dans une position à part.

Libero Lenti